

RÉCHAUFFER LA BANQUISE

Le bulletin pour tropicaliser la Gauche

• JUILLET 2007 • N U M E R O 6 0 •
• L E S P U B L I C A T I O N S D U C A C T U S / L A G A U C H E ! •
WWW.LA-GAUCHE.ORG

5E ANNIVERSAIRE POUR LA BANQUISE : Y'A TOUJOURS DU BOULOT!

❖ EDITO:

Par Jean-Luc Gonneau

Cinq ans déjà que nous nous escrimons à tenter de « tropicaliser la gauche congelée ». Il y eut en cinq ans des espoirs, et ce quinquennat ce termine comme on sait : une capilotade assez générale de la gauche, ou des gauches, comme on voudra. Les trépidations électorales passées, il est temps de profiter du calme estival, de prendre le recul souhaitable pour comprendre comment « on en est arrivé là ». Il ne s'agit pas de rechercher des responsables à vouer aux gémonies ; des carences individuelles ou collectives, il y en a bien sur, mais n'est-ce pas l'incapacité générale à tracer les contours d'un projet de société, de « vivre ensemble » qui est en cause ?

Face aux désarrois multiples, plusieurs initiatives ont pris corps, certaines au sein des organisations politiques, d'autres se voulant transversales. Dans le même temps, on perçoit les vertiges éprouvés par des militants ou des appareils face aux remises en cause dont chacun perçoit bien la nécessité, mais dont beaucoup craignent les conséquences. Il ne s'agit pas seulement, dans ces craintes, de la peur de tel ou telle de perdre un position de pouvoir, électoral ou dans un appareil : cette peur là peut certes peser lourd, presque « consubstantielle à l'humaine faiblesse », comme dit João Silveirinho dans ses moments de saudade. Il s'agit aussi dans bien des cas de l'interrogation d'années d'engagements, de toute une vie militante, mais sociale aussi. Le désarroi devant cet abyme-là mérite respect ; il ne doit cependant pas empêcher de penser l'avenir.

Déconstruire les concepts de la gauche pour leur redonner sens, déconstruire les pesanteurs organisationnelles pour trouver un nouveau dynamisme, remettre en cause, peut-être, les périmètres des formations politiques pour qu'elles deviennent non pas un but mais un outil pertinent pour la transformation sociale : le chantier est vaste. Celles et ceux qui ont emprunté, ces dernières années, les chemins de constructions « unitaires » en ont mesuré les embûches, quand ils ne sont pas, eux aussi, tombés dans les travers qu'ils reprochent tant aux partis traditionnels. Le Cactus/La Gauche !

participera bien sur aux initiatives de renouveau, en offrant un lieu de confrontation des points de vue et des analyses, en contribuant aux débats et, dès maintenant, en portant sur ces initiatives un regard parfois sévère, parfois tendre, souvent les deux, en essayant de conserver l'ironie qui demeure notre marque de fabrique, ce qui ne nous fait pas que des amis mais, que voulez-vous, on est comme ça.

*Dans ce numéro, où **João Silveirinho** poursuit les Mémoires de la gauche unitaire, nous vous proposons un panorama critique des initiatives en cours à gauche. **Claude Soufflet** nous propose son analyse de la défaite (**Elie Arié et Michel Portal** aussi) et les chemins qu'il envisage pour rebondir ainsi que **Fabienne Courvoisier**. **Allain Graux** donne une analyse du deuxième tour des législatives et des conséquences pour la suite, ce que **François Lucas** aborde dans son style. **Mick et Paule** renouent avec leur tradition du « Boum Boum sur ». C'est **Christine Lagarde**, ministre de l'Economie et des Finances qui en fait les frais, et elle l'a bien cherché. Quand à **Jacques-Robert Simon**, il s'est pris de passion pour **Patrick Devedjian**. Bienvenue à **Gérard Raiser**, qui réfléchit sur l'avenir du PS. Enfin et d'abord,, il nous est apparu utile de donner des informations sur la **pétition Pas d'Arrêt pour Arrêt sur Images** que **Cactus/La Gauche !** a lancée : sa genèse, son déroulement, ses suites.*

Bonnes lectures !

❖ LA PETITION PAS D'ARRÊT POUR ARRÊT SUR IMAGES : POURQUOI, COMMENT, LA SUITE

Par João Silveirinho

C'est sur une proposition de notre ami Pierre Henry que nous avons lancé cette pétition, le lendemain de l'annonce de la suppression de cette émission. Il s'agissait pour nous d'une démarche citoyenne qui nous paraissait nécessaire. Nous avons appris deux jours plus tard qu'une autre initiative avait débuté en même temps que nous. Fallait-il stopper la nôtre, très modeste par rapport à celle du site heraut ? Nous avons hésité, mais aussi constaté qu'il était difficile d'arrêter et de réunir les pétitions immédiatement, les signatures arrivant très nombreuses dès les premiers jours. Nous sommes donc convenus avec les promoteurs des autres pétitions (trois en tout à notre connaissance, de réunir toutes les signatures début août, ce que nous ferons pour notre part en apportant les signatures à la pétition principale.

Nous sommes très mal équipés pour gérer des pétitions et l'affluence en quelques jours a débordé nos moyens bénévoles, déjà affaiblis par les divagations estivales. Certains ont donc pu s'étonner de ne pas voir apparaître leur nom dans des délais rapprochés, d'autres ne pas figurer dans la liste des 100 premiers signataires.

Pour ces derniers, il convient de préciser qu'avant même l'apparition de la pétition sur notre site, nous avons sollicité directement quelques personnalités et fait circuler le texte dans quelques réunions. Ce qui fait que nous disposons déjà de plus de 100 signatures au moment de mettre la pétition en ligne. Ensuite, le traitement des signatures arrivées sur le mail j.silveirinho, moins nombreuses que celles arrivées sur le site, ont été traitées plus rapidement.

Une partie de la presse (Marianne, dont les principaux animateurs sont signataires, le site du Nouvel Obs, celui de France 2...) a signalé notre initiative, relayée aussi par le site de France Terre d'Asile, le blog de Clémentine Autain, signataire et quelques autres ? Un grand merci à tous.

Merci bien entendu à tous les signataires, connus ou moins connus, aux nombreux élus locaux, aux personnalités et aux acteurs de la vie culturelle (Ariane Mnouchkine, Jean-Louis Comolli...) et syndicale, au premier rang desquels Jean-François Téaldi, secrétaire du SNJ-CGT de France 3, qui se sont joints à l'initiative, ainsi qu'à quelques organisations, dont la Ligue de l'Enseignement qui ont fait de même.

A ce jour, nous avons rassemblés un peu plus de 2600 signatures. 200 à 300 personnes ont de plus envoyé des messages sur le site en

indiquant qu'ils signaient, mais en ne laissant pas d'identité ou en n'utilisant qu'un pseudo. Nous n'avons donc pu les prendre en compte. Nous avons recueilli sur le site plus de 3000 commentaires, et pris le parti de ne pas rendre publics ceux qui signalaient simplement leur soutien ou leur signature. Nous avons en revanche conservé en accès public les analyses plus détaillées, y compris, lorsqu'elles étaient signées, celles critiques (il y en eut quelques unes) par rapport à Arrêt sur Images ou son animateur. **Celles et ceux qui ne se retrouveraient pas dans la liste des signataires peuvent encore, pour quelques jours, la rejoindre, mais il faut faire vite.**

Initiée, comme l'a relevé la presse, par des « personnalités de gauche », et présentée sur un site politique, la pétition a évidemment attiré un public de cette mouvance, adhérents ou proches de toutes les sensibilités de gauche, mais nous avons été heureux également d'accueillir des signatures d'élus sans étiquette ou du Modem.

Nous avons aussi constaté une proportion importante d'enseignants et d'universitaires, témoignant souvent du rôle éducatif d'Arrêt sur Images.

Les signatures des pétitions vont donc être transmises dans quelques jours à la direction de France Télévision. Nous ne nous faisons pas d'illusion sur le résultat : cette direction s'est trop enferrée dans cette affaire pour revenir en arrière. Mais les pétitions ne sont pas pour autant inutiles : au total, plus de 100 000 citoyens ont manifesté leur colère. Dans un pays où on peut craindre des limites de plus en plus marquées à la liberté d'expression, il est important de montrer que nous ne sommes pas prêts à courber l'échine. Merci encore, donc !

❖ LA GAUCHE MAINTENANT, APRES, AVENIR : LA BANQUISE Y ÉTAIT, ON VOUS DIT TOUT OU PRESQUE

Par Jean-Luc Gonneau

Peu après la dégelée électorale, d'assez nombreuses initiatives ont été prises. Certaines sont internes aux partis, d'autres se veulent « transversales ». Nous nous limiterons à ces dernières, et plus précisément aux trois

principales d'entre elles. La Banquise y était : impressions et commentaires.

Gauche Avenir

La folle semaine unitaire a commencé par la première réunion de Gauche Avenir, qui se veut une sorte de club de réflexion et d'échanges. A l'origine de la chose, une brochette d'anciens ministres des gouvernements des époques Mitterrand et Jospin : les socialistes André Laignel, Marie-Noëlle Lienemann, Paul Quilès, le communiste Jean-François Gayssot, plus le député européen PCF Francis Wurtz et quelques universitaires. Oulala, les papys font de la résistance, ont murmuré quelques mauvaises langues. Mais allons-y quand même, avon-nous répliqué, ça vaut mieux que ceux qui font de la collaboration.

Assistance assez nombreuse pour la saison (300 participants environ, très majoritairement sexagénaires), ambiance courtoise, volonté de réunir au-delà des frontières partisans, même si on peut se demander si les socialistes de la bande, proches de Laurent Fabius, n'ont pas un petit peu en tête de lancer quelque mini-OPA. Un point positif à notre sens ; c'est la première fois que des fabusiens se lancent dans le transversal. On verra bien où ça mène.

Gauche d'Après

C'est le titre du document adopté fin juin la convention nationale de Pour la République Sociale, le club de Jean-Luc Mélenchon. Ceux-là, on connaît leurs volontés de transversalité : dès sa fondation, PRS souhaitait réunir des individus issus de toute la gauche alternative au libéralisme, et a participé à diverses initiatives unitaires.

Le document en question, solide et argumenté, envisage pour la gauche deux perspectives acceptable : ou bien le PS retrouve ses fondamentaux de gauche, ce que peu de gens croient possible, ou bien il faut envisager un Linke à la française, ce qui suppose l'accord du PCF. Nous sommes quelques-uns au Cactus à être sur cette dernière ligne, tout en sachant que ce ne sera pas du gâteau.

Un petit mot à propos de PRS : il est réconfortant de constater l'engagement dans cette association de jeunes militantes avenantes

et de jeunes militants prévenants. Il demeure cela dit une ambiguïté par rapport à l'objectif de « diversité » politique affiché : les membres de l'association qui ne sont pas au PS sont très minoritaires, et très peu associés aux décisions proposées par la direction. Pensez-y, camarades.

Gauche Maintenant

Quelques jours plus tard, première réunion publique de Gauche Maintenant. A l'origine, le club des « unitaires » qui n'en ont pas fichu une rame pendant la campagne présidentielle, c'est-à-dire celles et ceux de la défunte coordination nationale unitaire pour une alternative au libéralisme qui avaient refusé de choisir entre Marie-George Buffet, José Bové et accessoirement Olivier Besancenot. Se sont donc retrouvés Clémentine Autain, Claude Debons, les amis LCR de Christian Picquet (qui ont créé le club UNIR), le MARS-Gauche Républicaine, des communistes « unitaires », mais pas tous, car l'unité dans l'unité semble difficile. Plus certains acteurs de la campagne de José Bové, qui semblaient, pour quelques-uns d'entre eux, l'avoir plutôt mauvaise, pas loin de considérer l'initiative comme un coup de pied de l'âne (les « bovistes » prétendent toujours organiser des états généraux « unitaires » à la rentrée. Au train où vont les choses, on risque de n'y retrouver que les Alternatifs et quelques soldats perdus des Verts, une « unité » des plus riquiqui).

L'objectif de Gauche Maintenant demeure cela dit un rien flou, mais des convergences pourraient exister avec PRS, qui avait envoyé des émissaires, tout comme le Cactus et le courant Forces Militantes du PS (son leader, le député Marc Dolez était d'ailleurs présent, comme nous aux trois réunions).

Conclusion ? Pas vraiment de conclusion, tous ces petits mondes se sont donnés rendez-vous à la rentrée. Disons qu'il faudra voir, que tout ce qui va dans un sens unitaire est a priori intéressant, mais qu'une partie du jeu se déroulera dans les partis. Le PCF a lancé un questionnaire sur son avenir à ses adhérents (il eut été mieux inspiré en sollicitant aussi, au moins, ses sympathisants). Au PS, les quadras se sont réunis avec un projet formidable de rénovation : piquer la place des quinquas, et

accessoirement prévenir les ambitions des trentas. On peut sans trop se tromper prévoir une résistance des quinquas, et pour peu que les sexas sortent leurs griffes, il y aura de la chicaya.

Ah, on allait oublier, pour l'anecdote, un jeune citoyen biberonné dès l'enfance par Georges Sarre (MRC), lance un club, transversal bien sur, qui s'appelle Gauche Demain. Il ne reste donc plus de libre que l'appellation Gauche Toujours. Le Cactus la préempte, gare donc aux contre façonniers !

❖ **LETTRE D'AMOUR A PATRICK DEVEDJIAN**

Par Jacques-Robert Simon

Je sais que notre rédacteur en chef n'aime pas mêler les sentiments et la politique. Il est vrai qu'à force de soirées mondaines, on se perd quelquefois dans l'état des relations conjugales. Cependant, la lettre que j'ai reçue et que l'on m'a chargé de transmettre ne peut pas l'émouvoir. L'amour sincère et véritable ne connaît pas de barrières et la Banquise s'honorerait de publier cette lettre afin qu'elle parvienne (peut être) à son destinataire dont je ne connais pas l'adresse. Je me contente donc de retranscrire le courrier

Cher M. Devedjian,

Je n'ose pas encore vous appeler Patrick, je n'ose pas encore vous tutoyer : le pourrais-je jamais ? Un signe de vous, un froncement de sourcils à la télévision m'y encouragerait. Je ne vous ai en effet jamais rencontré directement. Aurais-je pu d'ailleurs supporter cette virile assurance qui émane de vous ? N'aurais-je pas défailli ? N'aurais-je pas été ridicule à vos yeux ? J'aime d'abord votre regard direct, dans lequel on se perd, on sombre. Il est promesse de voyages lointains, de promesses inavouables, d'une sensualité retenue certes, mais certaine. À Fontainebleau, plus d'une personne a dû ressentir cette même masculinité chaleureuse mais aussi brûlante.

Tu ne fais absolument pas tes 63 ans (le 26 août prochain : vous voyez, je l'ai noté sur mon agenda et chaque année, ce jour-là, je pense encore plus à vous). Tout au contraire, ta chemise ouverte recouverte d'un chandail

souligne ton élégance, cette grâce que on ne peut pas acquérir. J'aimerais moi aussi que tu m'appelles salope !!! C'est mon côté soumis, prêt à tout pour te conquérir. Mais le feras-tu : je m'appelle Mohammed, je fais du judo et je viens d'adhérer au parti communiste. Mais notre amour, le mien du moins, est au-dessus de ces contingences. Sois certain Patrick, enfin j'ose t'appeler ainsi, sois certain que tu resteras dans ma mémoire.

Momo

NB Pour me joindre, contacter le site Internet qui fera suivre

❖ BOUM BOUM SUR : CHRISTINE LAGARDE

Par Mick et Paule

Raymond Barre fut paraît-il «le meilleur économiste de France». Il se susurre aujourd'hui que Mme Christine Lagarde est la meilleure ministre des finances qu'on ait jamais eu. Tiens donc. Déjà ? Après seulement quelques semaines d'exercice, ce n'est pas sur un bilan que qui que ce soit peut classer la dame au top du hit parade. En fait, nous n'avons d'elle qu'un discours à l'Assemblée nationale. Mais quel discours il est vrai !

Madame Lagarde était en charge de faire gober à nos députés le «paquet fiscal» intitulé gracieusement «Travail, emploi et pouvoir d'achat» (TEPA pour les amateurs de sigles). Madame Lagarde n'est manifestement pas une adepte du maniement du dos de cuillère. D'ailleurs, *«c'est une vieille habitude nationale : la France est un pays qui pense. Il n'est guère d'idéologie dont nous n'ayons fait la théorie, et nous possédons probablement dans nos bibliothèques de quoi discuter pour les siècles à venir. C'est pourquoi j'aimerais vous dire : assez pensé, assez tergiversé, retrouvons tout simplement nos manches !»* Assez pensé ! La France de Madame Lagarde (et de M. Sarkozy) sera une France qui ne pense pas. Ou plutôt ou les masses seront priées de laisser la pensée (politique) à leurs éminents dirigeants, arrivés là parce qu'ils sont les meilleurs.

Madame Lagarde nous invite à ne plus penser, mais elle tient cette conviction d'un bagage culturel lourd. Madame Lagarde a lu des livres.

Elle en cite un, Le droit à la paresse, de Paul Lafargue, pamphlet de ce gendre de Marx (Karl, pas Groucho) un brin libertaire, sans aucune référence au contexte de l'époque, par exemple aux soixante heures de travail hebdomadaire courantes à la fin du XIXe siècle. Epoque bénie sans doute pour Madame Lagarde. A soixante heures, en effet, plus grand temps pour penser. Bagage culturel encore, Madame Lagarde fait référence à la lutte des classes : «La lutte des classes est bien sûr une idée essentielle mais, de mon point de vue, essentielle pour les manuels d'histoire. Il faudra certainement, un jour, en étudier les aspects positifs, mais elle n'est aujourd'hui d'aucune utilité pour comprendre notre société.» Un jour ? Le plus tard possible, évidemment. Bagage culturel enfin, Madame Lagarde prend ses références dans toutes les traditions, elle cite Confucius : «Choisissez un travail que vous aimez et vous n'aurez pas à travailler un seul jour de votre vie.» Qui peut se payer le luxe de choisir son travail ? Bien peu de gens, non ? Bin si, pour Madame Lagarde, car «entre l'égalité de tous sur la ligne de départ et les performances de chacun à l'arrivée, le travail fait de l'individu le seul responsable de son propre parcours».

Personne n'ignore, sauf Madame Lagarde, que l'égalité au départ demeure une vaste blague. Une blague que la loi TEPA va de plus renforcer, en dispensant de droits de succession, ou en les rendant symboliques, les possédants. Elle va être belle, «l'égalité de tous au départ». Nul n'ignore non plus, et certainement pas Madame Lagarde, habituée à côtoyer la finance internationale, que le travail n'est pas, loin s'en faut, «le fondement de toutes les réussites, de toutes les fortunes». Elle «oublie» la spéculation, les héritages, justement, et les piratages car, hélas, rares sont les fortunes «honnêtement constituées» : ce qu'on appelait en d'autres temps l'accumulation primitive du capital est toujours violente pour la société, violence cachée, souvent, mais violence.

Christine Lagarde insiste beaucoup, énormément, sur les vertus épanouissantes du travail. Il ne s'agit pas de les nier, mais ne chargeons pas trop la barque. *«J'entends dire parfois, à propos du travail et de la concurrence qu'il engendre : c'est la guerre de tous contre tous. Voilà un véritable contresens.*

Car à la guerre, le plus fort soumet le plus faible tandis que, dans les rapports de travail, le plus fort communique de la force au plus faible », dit-elle. Voilà qui ira droit au cœur des cohortes de salariés stressées par les méthodes «modernes» de management, aux familles des suicidés de Renault, Peugeot et tant d'autres entreprises où, probablement, les dirigeants ont communiqué tant de «force» à leurs troupes que certains n'y ont pas survécu : ils voulaient bien faire, mais se sont plantés dans la dose de «force» à infuser. Finalement, Christine Lagarde a un fond très midinette : elle croit aux contes de fées, ceux qui transforment les entreprises où tout le monde il est beau et gentil, et égal en plus, car le travail «met l'ensemble des professions sur un pied d'égalité : le grand patron comme le petit employé savent l'un et l'autre ce que c'est qu'une grosse journée de boulot». Prière de ne pas pouffer, sinon vous êtes viré-e.

Au total, la «rupture», la «modernité» dans la France de Christine Lagarde et Nicolas Sarkozy, c'est le retour du «enrichissez-vous» de Guizot, à peine repeint (une seule couche) : *«Travaillez plus, vous multipliez l'emploi ; dépensez plus, vous participerez à la croissance ; gagnez plus, vous augmenterez le pouvoir d'achat !»*. Assez pensé ? Christine Lagarde montre le chemin.

Toutes les citations en italique sont issues du discours prononcé par Christine Lagarde à l'Assemblée nationale le 10 juillet 2007. Et qu'on ne dise pas quelles sont sorties de leur contexte ; le contexte est parfois pire (ndlr)

❖ CHAPITRE 6 : LA MUTATION DES COLLECTIFS DU NON EN COLLECTIFS UNITAIRES, ET LES PERTES EN LIGNE

Par Saint-Silvère (pcc João Silveirinho)

Résumé des Chapitres précédents : *Une boulette d'Yves Salesse fait exploser « Ramulaud » dès sa première manifestation nationale à l'orée de l'automne 2003... Pour les élections régionales de l'année suivante, se produit une (petite) avancée unitaire à peine confirmée aux élections européennes qui suivent. Mais le référendum sur le projet de traité constitutionnel européen permet un vaste rassemblement des antilibéraux de gauche, et contribue fortement au rejet du projet par le*

suffrage universel. Tout le monde alors pense à un futur débouché politique, radieux évidemment. Ce virage « politique » est pris grâce à l'élaboration d'une Charte pour une alternative au libéralisme.

Pour aiguiller les collectifs créés lors de la bataille du référendum européen vers un virage politique, il fallait un texte d'orientation politique, puis un programme, puis un dispositif électoral.

Un premier texte d'orientation politique fut produit. Innovation par rapport aux textes précédents, émanant de « personnalités » mais pas d'organisations, le texte d'orientation portait les signatures d'individus, mais aussi d'organisations. Des partis (le PCF, les Alternatifs, Convergence Citoyenne, le MARS, la Gauche Républicaine), des « minorités » représentées pour la forme par des individus (deux courants de la LCR, des Verts qui créeront plus tard une association AlterEkolo, PRS), des associations (Cactus/La Gauche !, Objecteurs de croissance) et des « personnalités », parmi lesquelles Clémentine Autain, José Bové, Claude Debons, Yves Salesse.

Par rapport à l'« arc du Non », on constatait la défection des syndicalistes et d'ATTAC, ce qui pouvait se prévoir, du MRC, déjà fort peu présent, du petit PCOF et, plus préoccupant, de la LCR en tant que telle. Dans un premier temps, qui fut long, très long, la direction de la LCR fit savoir qu'elle proposerait des amendements, ne pouvant signer le texte en l'état, la pomme de discorde étant l'attitude vis-à-vis du parti Socialiste en cas de victoire électorale.

Après plusieurs réunions de calage, le texte fut amendé, mais pas assez aux yeux de la LCR, qui demanda à avoir un statut d'observateur dans la future coordination nationale, ce qui lui fut accordé.

Pour parachever le dispositif, il fallait donc mettre en place cette coordination nationale, ce que nous verrons au chapitre suivant, et proposer aux collectifs du Non de se transformer en collectifs unitaires pour une alternative au libéralisme (CUAL), tandis que le PCF proposait dans le même temps la création

de collectifs unitaires populaires (CUP). La grande majorité des collectifs adopta cette transformation, mais pas forcément le sigle, certains préférant garder ou inventer le leur. Qu'importe la dénomination, le mouvement commença à prendre, et comptera à son zénith un peu plus de 800 collectifs

(A suivre)

❖ APRES LE 2^E TOUR DES LEGISLATIVES, QUEL CHEMIN ?

Par Allain Graux

Au second tour des élections législatives, bien que Ségolène Royal n'ait été, lors de l'élection présidentielle, majoritaire que dans 191 circonscriptions, la gauche l'emporte dans 227 : le PS et ses alliés du PRG et du MRC avec 205 sièges, et PCF qui résiste bien grâce à sa bonne implantation locale avec 18 sièges : 15 + 3 apparentés des territoires d'outre-mer. Les Verts gagnent un siège avec 4 élus. Cependant les dirigeants du PS commettraient une grave erreur s'ils pensaient avoir gagné en passant de 149 sièges à 198. Le Président est largement majoritaire avec 345 sièges dont 315 pour la seule UMP (22 au Nouveau Centre, 1 au MPF et 7 DVD)

Bien que l'abstention dépasse 40 %, ce vote du 2^e tour a vu les électeurs de gauche se mobiliser davantage que ceux de droite. C'était un sursaut réflexe face aux graves menaces qui pèsent sur leur pouvoir d'achat et leur protection sociale, en particulier le projet de TVA sociale et le forfait santé très justement dénoncés par Laurent Fabius. L'abstentionnisme est plus marqué à droite ; certains électeurs ont cru la victoire acquise, d'autres qui avaient voté Sarkozy sont revenus vers le camp de gauche, et les électeurs du FN se sont très largement abstenus au-delà des 50 %. Les candidats de la gauche ont bénéficié d'un très bon report de 90 % des électeurs de la gauche antilibérale et de 55 % de ceux du MoDem. Les voix de l'autre gauche représentaient près de 12 % de l'électorat pour seulement 7,63 % au MoDem. Il est donc faux de considérer que l'alliance du PS avec le centre ferait gagner la gauche. Ce qui fait gagner la gauche, ce sont des propositions claires sur des valeurs de gauche, à la différence des slogans comme le TSS (Tout Sauf Sarkozy) ou l'alignement sur les thèmes de

la droite qui étaient au coeur de la campagne de la candidate socialiste. Une Ségolène qui déclare aujourd'hui qu'elle ne croyait pas au projet du PS concernant la revalorisation du SMIC à 1500 € et au développement des 35 heures. Nous nous en étions quelque peu aperçus au cours du débat télévisé avec Sarkozy. Si cette mobilisation claire autour des enjeux sociaux avait eu lieu dès le premier tour, avec un projet et une union pour gouverner, la gauche aurait eu une chance de l'emporter. Car c'est au gouvernement issu de la majorité parlementaire de gouverner et non au Président dont le rôle est de présider.

Le PS doit enfin tirer les leçons de l'échec de 2002 après 5 ans de gouvernement de la gauche plurielle. Il doit examiner les raisons du succès du Non au référendum contre le TCE, de celui de la lutte contre le CPE, des mobilisations pour la défense des retraites, des Services Publics, autant de refus des conséquences néfastes de l'application des mesures néolibérales de la globalisation. Il doit comprendre que le rejet de la droite aux élections européennes et régionales ne signifie pas que les électeurs adhèrent inconditionnellement aux pratiques du PS. Ce que le courant majoritaire du PS n'a jamais fait.

L'orientation des socialistes ne peut pas rester dans le flou. Les socialistes doivent choisir entre le social libéralisme européen avec alliance au centre (cette troisième voie a échoué partout parce que faisant une politique de droite, seul ou en alliance avec elle) et l'alliance avec l'ensemble des forces de la gauche antilibérale, alter mondialiste et écologiste. Ce choix déterminera son avenir. Il peut prétendre regrouper la social-démocratie française, PS, PRG, MRC et constituer un grand pôle rassemblant toute la gauche qui devrait aussi se regrouper. Sinon le risque est grand d'une coupure profonde et durable entre la gauche socialiste qui rejoindra définitivement les antilibéraux, communistes, alter mondialistes, écologistes, pour refonder une vraie gauche de gauche. Car dans toute l'Europe les forces antilibérales se regroupent et s'organisent : le Bloc des Gauches au Portugal, CAP à Gauche en Belgique, le Parti socialiste aux Pays Bas qui a obtenu 16,6 % aux élections législatives et le 16 juin en Allemagne avec le congrès de

fondation de Die Linke (La Gauche) qui regroupe la gauche socialiste d'Oscar Lafontaine, le PDS (ex PC de l'Est), des syndicalistes et des alter mondialistes. Ce nouveau parti est crédité de 24 % des voix par les sondages. Au Danemark, en Italie, des dynamiques du même type se font jour. Or Hollande, comme DSK ou Ségolène se sont prononcés pour une soi-disant modernisation du PS, en fait pour un réformisme qui en finirait avec les valeurs de la République sociale chères à Jean Jaurès.

François Hollande déclare vouloir «trouver les réponses qui permettent de conjuguer le défi de la compétition dans la mondialisation». Avec cet esprit de compétition, comme pour la concurrence libre et non faussée du TCE rejeté par les Français, il s'aligne clairement sur le terrain de l'accompagnement d'un capitalisme qui serait devenu indépassable. Or il existe d'autres solutions, de coopération et de solidarité entre les peuples, comme entre les hommes, dont plusieurs pays d'Amérique latine montrent l'exemple avec des succès économique sans précédent, une amélioration des conditions d'existence, une participation populaire et civique, dans le respect des traditions historiques et culturelles de chacun.

Hollande veut trouver la bonne stratégie politique qui permettrait de fédérer en une seule force l'ensemble de la gauche en réglant une fois pour toutes la question du rapport avec les électeurs du centre. Or le centre est en réalité une version molle de la droite. Et cette échéance électorale le retrouve en réalité plus affaibli. Soit qu'il ait rejoint la majorité présidentielle, soit qu'il n'ait réussi à faire élire que 5 députés dont un a déjà rejoint l'UMP. De ce fait il écartera ce qui permet au PS de vaincre avec l'appoint de la gauche dite radicale dont les électeurs - à défaut de certains dirigeants - ont démontré qu'ils souhaitent voter pour un gouvernement dans le cadre d'une véritable alternative qui place les rapports de coopération et de solidarité au centre de son programme, dans une autre logique que celle de l'accompagnement du libéralisme financier. Et non pour dire «comme si nous n'avions pas reconnu l'économie de marché depuis 1981 et réclamer «souplesse pour les entreprises et stabilité pour les salaires... utiliser l'impôt sans

en faire un frein pour l'initiative.» au lieu d'exiger du capital qu'il rende aux salariés les 10 % détournés de leurs revenus depuis 20 ans, soit 180 milliards d'euros par an et d'exiger que l'impôt soit un instrument de l'égalité et de la justice sociale, comme du développement écologique et durable.

Le PCF comme les Verts, les Collectifs antilibéraux, sont aussi à la croisée des chemins. Leurs congrès et leurs assises, devront aussi examiner ces questions : les modifications sociologiques et démographiques intervenues dans le pays (la naissance d'un électorat de la gauche dans les centres villes où s'installent de nouvelles classes de salariés aisés, cadres et techniciens, sensibles aux thèmes des valeurs civiques et de l'environnement, mais instables sans racines idéologiques), la fracture entre le prolétariat des cités qui vote à gauche et celui des périphéries pavillonnaires, des petites villes périurbaines qui a donné majoritairement ses voix au Front national et à Sarkozy. Car c'est de l'alliance, de ce front de classe que dépend le succès de la reconquête à gauche d'un électorat dispersé et en proie au doute.

La bataille est aussi idéologique. La gauche doit dire clairement quelles sont ses valeurs, différentes de celles d'une droite qui avec Sarkozy, met au centre de son discours la seule responsabilité de l'individu dans une compétition acharnée qui dresse les uns contre les autres, où s'affrontent les hommes comme les communautés. Le sarkozysme, c'est une société de non-assistance à personnes en danger qui conduit à la désintégration sociale. Les valeurs de la gauche sont celles d'une société où les hommes et les femmes sont liés par des liens de coopération et de solidarité, qui exercent leur responsabilité de citoyens au sein du cadre collectif de la République. La gauche c'est une société qui éduque et qui protège les individus, qui conduit à leur épanouissement tant physique que culturel. Une assistance à vivre comme un droit et non comme une charité qui rend redevable et provoque honte, ressentiment et envie.

Ce sont ces valeurs là qui doivent guider les aspects pratiques du projet et qui valent autant pour l'Europe et dans le Monde pour les rapports entre les peuples. Elles donnent du

sens aux choix pour des Services publics forts et puissants (santé, énergie, transports, logements sociaux), des salaires convenables et des conditions de travail qui permettent réellement l'épanouissement des individus, et donnent du temps pour vivre, une éducation qui depuis le plus jeune âge accompagne l'enfant jusqu'à son insertion sociale, avec les moyens humains nécessaires. Ce sont des choix pour une société humaine et fraternelle, à décider dans le cadre d'une révolution démocratique qui impliquera des réformes institutionnelles et constitutionnelles mises en œuvre sous le contrôle effectif des citoyens. C'est le choix entre la guerre de tous contre tous proposée par la droite, ou la coopération. C'est dans ce cadre que s'inscrit la nécessité du dépassement identitaire et du regroupement vers une force nouvelle forgée dans la réflexion commune et de luttes qui devront dépasser la simple résistance aux projets de casse sociale de la droite au pouvoir.

Allain Graux anime Pour la République Sociale en Côte d'Or.

❖ LEÇONS D'UNE ELECTION

Par Elie Arié

On ne gagne pas une élection ni avec des suggestions de méthode ("démocratie participative"), ni en renvoyant les problèmes essentiels à des négociations, tables rondes, Etats Généraux, moratoires, etc. (ce qui est aussi une méthode, pas un projet), ni en esquivant les problèmes qui préoccupent et angoissent le plus les Français (retraites, santé, etc.: "on verra""on remettra à plat la réforme Fillon").

On ne gagne pas une élection uniquement en s'opposant aux projets de l'adversaire, dans une attitude défensive et..."conservatrice" ("sauvegardons les acquis").

Quand on n'a pas de contre-projet concret et crédible sur les problèmes majeurs, on fait apparaître les projets de l'adversaire (qui, eux, étaient extraordinairement concrets), même s'ils font peur, comme les seuls possibles, et on installe ainsi un sentiment de fatalisme qui rend acceptable l'inacceptable.

Mais, pour avoir un projet crédible (et, sur ce point, je donnerai raison pour une fois à DSK),

il ne suffit pas de dire que le monde tel qu'il est nous plaît moins que celui d'il y a 30 ans, il faut être capable de dire comment on prétend le changer - et le dire de façon convaincante.

Tant que la gauche n'aura pas de réponse crédible à la mondialisation (et la seule invocation mystique de l'antilibéralisme ne saurait suffire), elle continuera à perdre les élections, quel que soit son leader, en France et ailleurs.

❖ APRES LES ELECTIONS...

Par Fabienne Courvoisier

«Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est un fou, ou un économiste.» Kenneth E. Boulding

Les élections (les résultats du moins) peuvent être un formidable espoir, non par leur impact sur la «gouvernance» mais parce qu'elles démontrent, et de façon très visible, que «le monde sera ce que tu le feras», que les classes sociales existent bien et que la lutte qui va avec n'a pas disparu. Lors d'une émission Mots Croisés (France2), deux commentaires m'ont frappée plus que d'autres. Le plus intéressant, celui de Claude Askolovitch (Nouvel Obs), faisant remarquer que les électeurs, malgré les socialistes et leurs chamailleries (le mot querelle me paraît trop beau pour des spectacles de ce niveau), ont voulu envoyer des député(e)s socialistes pour marquer leur appartenance à gauche tout en voyant bien que les "andidat(e)s n'étaient pas très orienté(e)s de ce côté (la gauche). Ce fut mon cas (au second tour). L'autre, pour l'anecdote et pour la pédagogie, émanait du rédacteur en chef du Figaro, faisant valoir la reprise des affaires dès le 7 mai, puisque les réservations au «Club Med» avaient fait un bond à cette date. Cela ne peut manquer de rappeler la célèbre phrase attribuée à la reine Marie-Antoinette en 1789 : «s'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche!». Les électeurs et électrices n'ont pas eu peur, malgré ce qu'on continue à vouloir leur faire croire, du sexe ni de l'âge des candidat(e)s, surtout à gauche, ce qui est un espoir. Les «jeunes majeur(e)s» (18-30 ans) de toutes origines et milieux (à ne pas oublier) ont eu un rôle décisif et il serait urgent de ne pas les

considérer comme les autres mineurs que nous, les femmes, avons été et sommes encore trop souvent .

Alors qu'on fait des sondages sur le futur secrétaire du PS, ce qui pourtant ne concerne que les membres du PS, et sur la nécessité de «moderniser» (ce qui semblerait signifier qu'il faut s'adapter à la «loi du marché») les instances politiques, personne, mais alors personne, n'envisage de parler ou même de faire allusion aux questions dites sociétales (pour ne pas dire négligeables) et qui, pourtant, sont fondamentales pour faire avancer les sociétés humaines sur toute la planète! La première qui vient à l'esprit est l'abolition de la peine de mort : chez nous, c'est fait mais n'entendez-vous pas, et pas que dans nos campagnes, ces murmures (et bien plus) pour envisager («on» n'ose pas dire «exiger») son rétablissement.

Voici donc un inventaire (non exhaustif) des questions primordiales, bien que négligées, méprisées par les «dirigeants» (et «penseurs» comme ils et elles osent prétendre) des différents partis et organisations de Gauche!: Laïcité, condition essentielle de notre liberté à tous et toutes, dont la liberté d'expression; Travail égal = salaire égal; Avortement, contraception (toujours d'actualité hélas); Bioéthique (PMA, euthanasie, OGM, cellules souches, clonage «thérapeutique», homoparentalité etc). Dans ce chapitre, je pense (opinion très personnelle) inclure les mutilations sexuelles sans oublier que la plus fréquente (considérée à tort comme anodine) est la circoncision, qui est une violence faite à mineurs. Il doit (je n'ai pas écrit «devrait») devenir interdit de pratiquer la circoncision sur mineur quel que soit l'avis des parents: un enfant n'est pas une propriété, même si «avoir (= posséder) des enfants» est du langage courant. Un enfant est un être humain, et j'espère qu'il ne faudra pas autant de temps pour le reconnaître qu'il en a fallu (faut encore) pour les femmes.

Quelques mots sur l'homoparentalité et le mariage homosexuel. Pour la parentalité, il faut en discuter afin d'y parvenir: quand on réfléchit, aucun(e) adulte n'est à exclure. En ce qui concerne le mariage, c'est un simple problème de majorité légale et de consentement,

valables pour tout mariage sans référence aux «coutumes» qui, là aussi, sont parfois bien pratiques. Pour ma part, je ne suis pas très mariage mais pouvoir ne signifie pas devoir. Je ne désespère pas d'avoir (quand?) une écoute. Nous les femmes, avons fini par obtenir le droit de vote (1945) et plus récemment (années 60!) celui, pour une femme mariée, d'ouvrir un compte bancaire sans l'autorisation du mari. Sociétal, vous avez dit sociétal?

❖ L'EXTREME-GAUCHE A LA DERNIERE EXTREMITE ?

Par Claude Soufflet

Les résultats du premier tour des présidentielles sont là : aussi mauvais que le prévoyaient les sondages d'opinion depuis des semaines. L'extrême gauche totalisait, en 2002, aux environs de 14%. En 2007 nous en sommes à un peu moins de 9% ! Belle régression pour une «force» qui, à un moment, ambitionnait d'être présente au second tour !

Chaque «groupuscule» fait maintenant le décompte de ses voix. La L.C.R., toute fière d'être le courant le moins affaibli, poursuit, sans état d'âme et sourde à tout raisonnement, son chemin solitaire et obtus. Le P.C. paye au prix fort son passage en force dans les collectifs unitaires antilibéraux et va devoir choisir, peut-être avant, mais sûrement après les législatives, l'ouverture ou le repliement (des forces antagonistes existent dans le P.C. et le prochain congrès extraordinaire risque d'être vital pour son avenir). Quant aux partisans de Bové, ils paraissent divisés sur la stratégie et peut-être même sur l'idéologie ! Ils ne semblent pas en mesure (ni sur le plan organisationnel, ni sur le plan fonctionnel) de mettre en place une structure pérenne : ils apparaissent plus comme une somme d'individualités que comme un ensemble homogène et cohérent. Lutte Ouvrière, compte tenu de la prise de position de sa candidate permanente qui a mis fin à sa carrière politique en appelant à voter pour Ségolène Royal, se remettra-t-elle de cet avatar terminal ?

Dernier "scoop" de l'entre deux tours, Henri Emmanuelli qui lance l'idée d'un parti progressiste, en lieu et place du P.S., avec pour ambition de rassembler tous les militants, de

l'extrême gauche au centre gauche, autour de Ségolène Royal ... Cela ressemble plus à une tentative d'équilibrage à gauche après le « coup de barre » à droite auprès des électeurs de François Bayrou. Comment espère-t-il faire travailler ensemble les « réformistes » (terme pudique pour désigner les sociaux-démocrates) et les « antilibéraux » ? C'est du « rafistolage » à la sauce italienne de Romano Prodi ! Un court commentaire sur les Verts : ce ne sont à proprement dit ni des antilibéraux, ni des militants d'extrême gauche, mais leur mouvement est tellement divers, voire émietté en de multiples chapelles, qu'on retrouve chez les Verts la diversité des sensibilités de la gauche tout entière, avec tous ses inconvénients.

Que faire après cette Bérézina des antilibéraux ? Il sera nécessaire de retrouver une véritable volonté d'unité (ce qui a manqué après le Non au Traité Constitutionnel Européen), d'accepter, avec tous les risques et les déchirements que cela comporte, de se fondre dans une formation nouvelle à construire. Cette formation de transformation sociale et alternative, à la gauche d'un Parti Socialiste à forte tendance sociale libérale, pourrait accueillir des militants de partis déjà constitués, des groupes, des associations et fondations politiques, des individualités. Ce pourrait être l'objectif d'Assises Nationales que certains envisagent d'organiser à l'automne. Nous aurions ainsi, comme en Allemagne et aux Pays-Bas, une force qui pourrait peser à la gauche d'un P.S. « recentré ». Le premier test électoral pour cette formation pourrait être les élections municipales prochaines. Alors, au travail, camarades !

(Nous aimerions bien que Claude et quelques autres renoncent une bonne fois pour toutes à l'adjectif « antilibéral » : la gauche est ontologiquement opposée au libéralisme économique et le vrai défi n'est pas de se proclamer antilibéral, posture protestataire commode, mais de proposer autre chose : une alternative au libéralisme, ndlr)

❖ ET APRES, ON FAIT QUOI ?

Par François Lucas

Je ne sais pas, ou tout du moins je ne me souviens plus de ce fantastique auteur qui avait

écrit « Histoires d'amours de l'histoire de France », c'était criant de vérité. Il expliquait, entre autres, que lorsque Henri IV avait été assassiné par Ravailac, il ne se rendait pas, comme on nous l'avait appris à l'école à une réunion importante concernant les relations avec l'Espagne, mais en fait il emmenait son fils voir les filles de joie pour le déniaiser. Sympa. On avait eu droit à Mitterrand, la classe et la discrétion, puis, après les déboires de Nicolas et de Cécilia, nous avons Ségo et François, ce dont tout le monde se fout, sauf que, dans ce cas précis, on peut considérer que la compétition aboutit à l'élimination de l'un ou de l'autre pour des raisons non pas politiques mais personnelles. Remarquons au passage que sans François Hollande, ; le PS serait déjà mort. Mais mêler les affaires de fesses avec la politique, même quand on est très bon ça fait désordre. Si on en croit la TV et la radio, c'est le fait du jour. A mon avis, le fait du jour, c'est que si les socialistes ne sont pas trop idiots, Sarkozy va devoir remballer tout ce qu'il a promis sur son mini-traité européen : soit les socialistes disent qu'ils ne peuvent pas accepter un tel mini traité, parce qu'il ne contient pas ceci ou cela (on peut même leur donner des idées), soit ils réclament un référendum en disant que le peuple a déjà refusé. D'accord, ils virent leur cuti, mais qui a dit que seuls les imbéciles ne changeaient pas d'avis ? En effet, un mini traité de cette nature va sans doute nécessiter une modification de Constitution et les socialistes peuvent bloquer ce changement. A moins qu'ils soient vraiment benêts, ils peuvent reprendre la main et fragiliser Sarkozy à l'international.

Bon, après avoir fait la presse people, on fait quoi ? Comme la division nuit à l'unité... j'ai dit quoi ? Si on considère les scores, il est évident, à moins de vouloir rester dans la figuration et le témoignage, qu'il ne faut qu'un seul parti à la gauche du PS. En conséquence, PRS, le PCF, la LCR, les Alternatifs, le Mars etc, tout ça met ses états d'âme dans la poche, on se trouve un arrangement pour que les financements publics se partagent, on arrête la concurrence débile et on bosse dans l'intérêt du citoyen... c'est pas beau ?

Il est clair que nous allons avoir des problèmes, mais on ne peut pas continuer comme ça. Le

premier parti ouvrier de France, il est où? Les remplaçants, ils sont où ? Arrêtons ce genre de bêtise, (formule polie et très aimable, c'est rare mais ça m'arrive...) Tout le monde y perd et surtout l'électeur qui est dans la mouise (toujours poli aujourd'hui), parce que savoir qu'en fonction du résultat du 1er tour des élections législatives tel ou tel groupuscule qui fait 50 candidats à plus de 1% va toucher 1,63€ par électeur et ça pendant cinq ans, navré, mais ça peut flanquer les boules à celui qui devrait sans doute bosser 100 ans pour toucher la même chose et encore..!

Nous devons vraiment trouver le moyen de faire de la politique autrement. Pour ça il faut d'abord expliquer aux candidats potentiels que la politique, ce n'est pas un métier, c'est ce mettre au service des autres. Et il faut commencer maintenant, parce qu'au moment des élections, on n'a plus la parole. Vous avez vu notre belle démocratie française, sous contrôle du CSA, il va de soi, à la radio, comme à la télé ? Un quart d'heure UMP, un quart d'heure PS et ensuite un analphabète qui «pour respecter l'égalité» vous balance quinze noms en les ânonnant en à peine 20 secondes.. ». Nous avons vu, au moment du référendum que la démocratie médiatique ne fonctionnait pas, mais cette fois, pour les législatives, si vous n'étiez pas people ou figure politique de «premier pla », ou futur concurrent d'une figure, aucune chance de passer à la télé. Sujet sur lequel il réfléchir, la création d'une télévision indépendante mutualiste entre les composantes de la gauche anti-libérale (chiche ?), une télé qui offrirait, un programme de qualité et qui un temps de parole identique pendant toute l'année aux différentes composantes. Ne vous énervez pas, je blague, vous n'y arriverez pas. Mais il faudra pourtant vous y mettre parce qu'un jour vous allez vous faire déborder et vous allez disparaître...

Franchement, l'électeur moyen, pas si con qu'on voudrait nous faire croire (la preuve : premier tour à droite, deuxième tour demi-gauche PS), des conflits de boutiques il s'en fout. Et si la gauche pour une fois changeait de discours en expliquant, au lieu de réciter son catéchisme que les problèmes ne sont pas liés à l'immigration, mais à la crise économique, et si la gauche mettait l'accent sur le façon dont elle entend régler les problèmes, non pas en

instaurant une TVA sociale mais en ponctionnant un peu les actionnaires. Croyez vous vraiment qu'un actionnaire de France Télécom, (entreprise qui distribue autant à ses actionnaires que ce qu'elle dépense en masse salariale) verrait vraiment une différence entre 1,20€ par action et 0,75 € le reste étant utilisé pour régler les problèmes de retraites, d'investissements en recherche etc ?

Il semble qu'aux Etats-Unis, pour parler de G.W.Bush on utilise l'expression « neo-con » pour «nouveau-conservateur» ; nous, on devrait utiliser l'expression « old-con » pour parler à la fois de l'UMP et du PS mais dans le vrai sens français du terme. Alors, sortons de ce système et relançons la dynamique intelligente de gauche.

❖ TRIBUNE* : SOUS LES PROCHAINES ELECTIONS, LA PLAGE ?

Par Gérard Raiser

Après les rebondissements de la dernière campagne électorale, lors de ce deuxième tour des élections législatives du 2007, nous espérons que le P.S. sera en capacité de surmonter ses différentes difficultés internes (de personnes et de priorités stratégiques, sans abandonner son héritage). Le Parti doit devenir de plus en plus cohérent dans ses rangs pour être plus régulièrement audible et crédible à l'extérieur (avec ses partenaires comme avec toutes les composantes de la société civile, les forces syndicales et associatives).

Dans sa bataille interne, en recherche d'exemplarité, le P.S. est souvent perçu comme une Hydre à quatre têtes ou chaque tête et son écurie font peur aux autres. Cette attitude est un facteur d'incohérence et de ravage dans ses rangs repoussant des camarades de grande valeur aux motivations indéniables. La vindicte interne met vite au banc des accusés (d'où la difficulté d'aborder, à terme, la réflexion sur les possibles alliances courageuses indispensables). Ce que nous sommes en droit d'attendre du Parti, actuellement et avant le Congrès National, c'est qu'il soit collégialement soudé, pour rester actif et attractif. En ce moment, une direction quadricéphale, il me semble, devrait pouvoir être une richesse et non un handicap, pour aborder le futur de la gauche.

Les quatre prochaines échéances électorales ne pourront nous être favorable autrement, que si nous nous attelons à régler l'urgence du renouveau de notre Social Démocratie, partout en Europe (face aux contraintes des exigences du G8 et de la présidence Européenne, pour peser plus fermement contre l'instabilité grandissante de notre siècle)

C'est une véritable course contre la montre que ce livre l'U.M.P. et le P.S. pour convaincre sociologiquement les électeurs, arguments contre arguments. Au 1er tour de ce 10 juin, il y a eu 39,56% d'abstentions (soit 10 millions de personnes, ils représentent : 51% des jeunes – 49% des ouvriers – 30% des plus de 51 ans – 28% des cadres - hélas, cela reste encore de mise). Il y a eu une volonté d'expérimenter le Parti du centre (MoDem), dans ce véritable laboratoire social, aussi bien au premier comme au deuxième tour de l'élection législative, depuis l'inversion du calendrier en 2001, cela a été fatal à plus d'un titre aux résultats de la gauche en France (légis. du 17/06/07 : Droite 344 élus - Gauche 224 élus). Les reports de voix ne sont jamais aussi mauvais que lorsque l'ont doute des sentiments de l'électeur a choisir une dernière fois, de préférence à l'abstention (l'expérience de la démarche Ségolénienne doit pouvoir continuer).

Déjà se profilent, parmi les futurs enjeux communs aux Européens, également les redécoupages de nos Régions, pour assurer de nouveaux rééquilibres sociaux économiques. Il en va de même, en ce qui concerne les attentes d'intercommunalité de nos grandes capitales. Devant tous ces grands chantiers en attente, pour relancer l'Europe, il y a un préalable indispensable, la ratification par les français et les néerlandais d'un traité ambitieux, clair, au plus grand dénominateur commun (sans passage en force).

Le processus de redéfinition des frontières de la Gauche

Les futures assises d'ouverture du P.S. et de la gauche, comme le propose François Hollande semble devenir une réalité incontournable à mettre en œuvre, à très brève échéance. Une grande partie des français et des françaises attendent que nous nous repositionnions,

comme parti de gouvernement, par rapport aux défis incontournables de ce 21ème siècle de progrès et de doutes. Sans ce profond changement, nous ne pourrions éviter notre dislocation annoncée (ce véritable jury populaire redouté).

En effet, il y a bien une responsabilité collective du P.S. et de la gauche que nous devons assumer, depuis l'échec du référendum de 2005, sur le projet de constitution européenne. Il nous reste à apporter la preuve que nous sommes bien encore en ordre de marche, avec un enthousiasme et une ambition juste, pour cet objectif de solidarité d' «Europe sociale». Nous sommes aussi tributaires de la stratégie politique d'alliance que nous imposent en 2007 les résultats des législatives, pour aborder les prochaines municipales de 2008 surtout s'il y a une éventuelle programmation de leurs anticipations, pour la fin de cette année.

Nous avons maintenant un patronat encore plus intransigeant sur ses prérogatives, socialement et économiquement. Nous devons, avec nos partenaires, concrétiser un large programme (local, régional et européen, et ce, sous une bannière bien reconnaissable pour redonner crédibilité et confiance en nos valeurs de gauche) sur de grands axes prioritaires : la réduction des inégalités sociales, l'anticipation des évolutions technologiques et de leurs crises, le renforcement de l'action syndicale (et les défis à relever vis-à-vis de la flex-sécurité en Europe), le codéveloppement durable... Oser enfin orienter la production la consommation et la redistribution utile à notre civilisation, pour protéger également les autres générations.

Une nouvelle pièce, en ce moment : le sacre du printemps, la captation provisoire par l'équipe gouvernementale de Mr Sarkozy d'une partie des voix de l'électorat de la gauche, du centre, ainsi que de leurs représentants, a été faite dans l'attente spéculative du résultat final des législatives (dès les futurs projets de loi). Cette mise sous tutelle, à n'en pas douter, représente un exemple de plus de sa stratégie politique (véritable cheval de Troie de la discorde, dans nos rangs), cela ne rassure en rien, en ce qui concerne la paix sociale, malgré le correctif apporté par les électeurs en faveur de la gauche, à l'issus de ces législatives, pour la prochaine

rentrée du Parlement. Une dernière remarque, l'UMP et surtout le MEDEF ont toujours dans la panoplie de la caisse à outils expérimentale des présidentielles le «Grenelle des syndicats et des partis politiques». Il faut s'en souvenir, si nous voulons garder aussi la pluralité de nos acquis, avant de voter ou de s'abstenir, lors des futures municipales.

Gérard Raiser est membre du PS (75)

**Les tribunes publiées n'engagent pas la Rédaction*

❖ **TRIBUNE* : FAIRE LE CHOIX DE LA LIBERTE, C'EST FAIRE LE CHOIX DE LA DEMOCRATIE, ET RECIPROQUEMENT**

Par Michel Portal

Quelles conséquences pour la gauche de la séquence électorale que nous venons de vivre elle-même conséquence d'évolutions sociales et sociétales et de carences politiques ? Précisons d'abord deux choses afin de généraliser nos recherches. En premier lieu, plutôt que "conséquences pour la gauche", j'ai envie de parler de conséquences pour la lutte pour la démocratie contre le démocratism (populisme), l'aristocratism et le monarchism (empire planétaire) ambiants.

En second lieu, A la base des évolutions sociales et sociétales, des carences politiques, il y a l'attitude *citoyenne* (plus ou moins) de chacun d'entre nous (dans les différents ensembles territoriaux (géographiques ou virtuels)) où il est présent (de son corps (un ensemble de un ne gêne pas les mathématiciens) à l'univers entier). La république que je confonds ici avec la démocratie, a un besoin vital de la vertu du citoyen; Charles de Montesquieu l'a dit avant moi.

D'où sort cette vertu, cette force? Pour mieux la voir, il me semble qu'il faut faire un point scientifique sur ce qu'est la Réalité, la "matière" pour chacun de nous. Mon option physico-chimique est de ne pas séparer matière et esprit parce qu'ils sont inséparés dans la nature et devraient rester inséparables. Le "poids" de la matière sur l'esprit, c'est sa détermination. Le poids de l'esprit sur la matière, c'est son indétermination. Détermination (lois physiques) et indétermination (faculté consciente ou inconsciente d'effectuer des choix) cohabitent

dans "Ce qui est". Je ne prends pas position entre dire que "L'esprit est une propriété de la matière" ou "La matière une propriété de l'esprit". Les deux s'influencent; honnêtement ou malhonnêtement... c'est peut-être la question! J'ai une foi dans la Nature et Ce qui a pu la provoquer.

A ce stade, nous avons tous le droit de faire des erreurs. Nous en avons fait et nous en ferons encore, mais nous n'avons pas le droit de mentir. Lorsque Galilée voit que la terre est sphérique et n'est pas le centre de l'univers, il doit le dire. Lorsque je vois l'instrumentalisation de la théorie de Charles Darwin par le capitalisme-loi du plus fort, je dois le dénoncer. Ce n'est pas l'erreur qui est le contraire de la vérité mais le mensonge. Il faut sincèrement laisser et nous laisser la liberté (individuelle et communautaire) d'interprétation de l'univers en toute chose où nous n'avons pas de certitude scientifique et rappeler à la loi en tout domaine où notre savoir permet de distinguer la vérité de l'erreur. Une république qui se veut république a un travail pédagogique à effectuer mais dans une stricte réciprocité (l'organisation du débat, de la discussion, du dialogue est une clé; l'autorité doit s'y établir sans autoritarisme). En contrepartie de cette liberté, toute violence (physique ou morale) devient interdite, hors la loi et sanctionnée sans sévérité ni faiblesse mais avec un esprit d'imagination.

La violence (physique, morale ou économique) est interdite, hors la loi et sanctionnée sur les territoires qui font le choix de la liberté. Faire le choix de la liberté c'est, ipso facto, faire le choix de la démocratie si on veut être cohérent (qualité scientifique). Ma liberté vaut bien celle de l'autre et celle de l'autre la mienne. L'article premier de la DUDH de 1948 pose assez bien les termes de la réciprocité Pour ma part, je n'ai pas peur des découvertes scientifiques. Ma foi se courbera toujours devant elles. Les découvertes scientifiques avérées ne peuvent que nous rapprocher d'une "religion vraie" (qui transcende toutes les communautés religieuses et rejoint ce qu'il y a de plus pur en elles). Je n'ai pas peur non plus des intégristes (religieux, économiques ou idéologiques) que nous subissons (et dont nous risquons toujours d'être). Au maximum, ils ne peuvent que nous

assassiner; et jamais nous prendre notre bonheur d'avoir été et d'être... ou tuer nos idées justes.

L'idée de démocratie, de politique citoyenne, éthique donc à la fois publique et privée, est une idée juste car elle est spontanément reprise par toutes les générations. Elle accorde intérêt individuel et intérêt collectif au lieu de les opposer. Nous, l'humanité, finira par y arriver. Nous sommes contraints par notre humaine nature de forger un lien entre nous et par rapport, sinon à un Dieu, du moins par rapport à la Nature qui nous a précédés et nous a engendrés (espace et temps inclus). L'Homme doit être un Homme pour l'Homme (pardon pour les Dames).

Pardon pour les parenthèses, simples ou doubles, conséquences d'une rédaction insuffisante de ma part et des limites structurelles de nos langues (esperanto inclus).
*Les tribunes publiées n'engagent la Rédaction

❖ PETITES ANNONCES CLASSEES

Réchauffer la Banque recrute toujours des journalistes intervieweurs/euses, grand(e)s et petit(e)s reporters, designers, dessinateurs... Pas trop sérieux ne pas s'abstenir. Aucune rémunération n'est envisagée à première vue, ni à deuxième. A perte de vue, on verra.

❖ SI RECHAUFFER LA BANQUISE VOUS INTERESSE...

Il y a plusieurs façons de contribuer à faire vivre ce bulletin, le futur site internet et nos idées. Si l'envie vous en prend, merci de nous renvoyer cette feuille à l'adresse indiquée dans l'ours, ou de nous écrire un p'tit courriel

○ Je souhaite continuer à recevoir *Réchauffer la Banque*

○ Je souhaite aider à diffuser *Réchauffer la Banque*

○ J'adhère à l'association **CACTUS**, éditrice de réchauffer la banque et vous joins un chèque de 15 euros à l'ordre de **CACTUS REPUBLICAIN**

○ Je suis disposé(e) à collaborer à *Réchauffer la Banque*

○ Je souhaite recevoir les numéros précédents

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : CP :

Téléphone :

Courriel :

Si vous ne souhaitez plus recevoir Réchauffer la Banque, ce qui serait dommage, un p'tit courriel ou courrier, et hop, sitôt dit sitôt fait

Réchauffer la Banque

Publication : Jean-Luc Gonneau **Rédaction** : João Silveirinho **Éditorialiste** : Sylvain Ethiré **Conception** : Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Jean-Michel Hureau, Jacques-Robert Simon **Grande Reportère** : Florence Bray. **Dessins** : Michel Hulin.

Adresse et abonnement : Le Cactus Républicain - J.L. Gonneau - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris

Courriel : jean-luc.gonneau@wanadoo.fr

Internet : <http://www.cactus-republicain.org>

Les manuscrits, péciscripts, buccoscripts, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.

Elles/ils écrivent pour La Banque :

David Hassan Abassi, Anne Alize, Jacques Ansan, Elie Arié, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Gilles Bachelier, Jérôme Baloge, André Bellon, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Gérard Borvon, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Patrick Braibant, Jean-Philippe Brunet, Michel Cabirol, Philippe Callois, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chirikou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Samira Comingand, Fabienne Courvoisier, Georges Debunne, Jacques Decaux, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Jean-Michel Dodd, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, François Esquer, Michel Evrard, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Jacques Franck, Gabriel Galice, Gévé, Séverine Gille, Allain Graux, Denis Griesmar, Vincent Guillot, Eric Halphen, Pierre Henry, Georges Herval, Jean-Marc Holleaux, Fabienne Jovet, MahamadouKa, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Diane Le Béguec,

Hervé Le Crosnier, Alain Le Dosseur, Michel Lefebvre, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Loulou, François Lucas, Benoist Magnat, Azar Majadi, Oliver Makepeace, Marc Mangenot, Georges Michel, Tarik Mira, Fatiha Mlati, Arnaud de Morgny de Maeyer, Yvonne Mignot-Lefebvre, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Michel Naudy, Paul Oriol, Vincent Ortega, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Jean-René Peltier, Jean-Pierre Petit, Michel Pillier, Michel Portal, Gérard Raiser, Guy Ratane-Dufour, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva, Claude Sam, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Patrick Silberstein, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Michèle Vianès, Louie Wyler, Olivia Zemor, Nadine Zuili...

Et en plus, sur notre site www.la-gauche.org, des textes d'autres auteurs :

Jean-Michel Alberet, Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Raoul-Marc Jennar, Diana Johnstone, Monica Karbowska, Jean-Pierre Lefebvre, Jean-Jacques Lemarchand, Herwig Lerouge, Henri Maler, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Claire Villiers, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian...

Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banque :

Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand, Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, Christiane Taubira

Consultez notre site

www.la-gauche.org

des textes, des idées, tous les numéros de la Banque et de l'humour en plus !